

Musulman lynché pour avoir fêté Noël : séparons-nous des séparatistes !



À Belfort, un garçon de 20 ans, que le quotidien L'Alsace désigne sous le nom de Nabil mais que d'autres publications préfèrent appeler Karim, en tout cas un pauvre jeune homme qui, nonobstant ses origines ethnico-religieuses, a le malheur d'avoir des parents policiers, se permet innocemment de partager sur Snapchat des photos de son repas de Noël. On y aperçoit, entre autres mets délictueux et impies, des huîtres, des crevettes...

Il reçoit alors, venant d'un garçon qu'il avait côtoyé en jouant au football, ce commentaire peu amène : « *Sale fils de blancs, fils de serpent, fils de policiers* ». Suivent des menaces le visant lui et ses parents. « *Je vais te montrer ce qu'est un vrai rebeu* » (pour ceux qui causent pas le verlan : « rebeu » = arabe ou « beur »), ajoute cet homme que la

tolérance et le sens du « vivre-ensemble » ne semblent pas habiter profondément.

Choqué, notre infortuné Nabil, alias Karim, propose de rencontrer l'excité afin de s'expliquer posément avec lui. Rendez-vous est fixé mais Nabil, en s'y rendant, tombe dans un véritable guet-apens : il y a là cinq personnes qui l'attendent de pied ferme et, courageusement, le passent à tabac. Plutôt salement car c'est tout ensanglanté qu'il reviendra ensuite chez lui...

Peu après, il ira déposer plainte. Une enquête est alors diligentée ; l'auteur des messages vindicatifs est interpellé et placé en garde à vue. « *Ce n'est pas musulman de fêter Noël* », aurait-il, pour se justifier, benoîtement déclaré lors de son audition. Deux autres suspects, ayant eux aussi participé au lynchage en règle, ont été identifiés par les enquêteurs.

La mère du jeune homme agressé, laquelle est officier de police judiciaire (OPJ), a fait entendre sa colère : « *Il est tombé dans un guet-apens. On lui fait payer ses origines mais surtout le fait d'être le fils d'un couple de policiers. Ce sont des comportements sectaires et racistes, c'est inacceptable au XXI^e siècle* ». « *Cette affaire ne doit pas rester sans suite* », a-t-elle conclu.

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, a lui aussi réagi par un tweet publié samedi soir : « *À Belfort, un jeune homme agressé parce qu'il aurait fêté Noël et ne serait pas un « bon Arabe ».* Circonstance « *aggravante* » : *être fils de policiers* ». « *La justice a ouvert une enquête. Pas de place pour le séparatisme dans notre pays, pas de place pour le racisme d'où qu'il vienne* ».

On imagine donc qu'il devrait y avoir des suites judiciaires à cette affaire et que les agresseurs seront condamnés à une amende, voire à quelques jours de prison (avec sursis bien

sûr !). Mais pense-t-on vraiment que ce soit là la réponse la plus adéquate, la plus à même de faire passer le message républicain qu'il importerait aujourd'hui de faire entendre avec force ?

Pour ma part, je n'en suis pas convaincu. Pas du tout. La seule réponse qui paraîtrait en effet logique, la seule attitude qu'il serait à mon avis raisonnable d'avoir envers des individus qui ont l'audace de se considérer comme étant en droit d'interdire à quelqu'un, en France, sous prétexte que ce quelqu'un est arabe et musulman, de fêter Noël en famille ou d'être employé en tant que policier par la République française, c'est de décider sans tarder de se séparer de ces énergumènes qui ne sont manifestement pas à leur place parmi nous.

La seule réponse logique et de bon sens, la seule attitude raisonnable et même humanitaire qu'on puisse avoir envers ces malheureux, contraints et forcés, de cohabiter contre leur gré avec les vilains mécréants que nous sommes, c'est d'inviter ceux-ci à quitter au plus vite ce pays odieux qui les opprime et d'élire sans attendre pour domicile un de ces pays bénis où il est interdit de célébrer Noël et où les Arabes peuvent exercer, sans se déshonorer, des fonctions dans la police.

La seule solution – qui ne le voit ? – pour traiter efficacement et de façon exemplaire un « séparatisme » qui s'étend et devient chaque jour plus arrogant, c'est la séparation, autrement dit la remigration ! Le gouvernement trouverait là une occasion en or de faire la preuve, aux yeux de tous les Français, de sa détermination à lutter effectivement, et pas seulement en paroles, contre ce « séparatisme » qu'il affecte bien timidement de déplorer.

En décidant d'expulser ceux qui prétendent s'ériger en police islamique chargée de faire respecter par la terreur la charia à Belfort et ailleurs, non seulement il nous débarrasserait d'éléments nuisibles et dangereux, des djihadistes à la petite

semaine, des Savonarole du quotidien qui empoisonnent la vie de nos concitoyens dans nombre de villes et de banlieues, mais il enverrait un message clair à tous ceux qui seraient tentés de les imiter par gréganisme ou de se rallier à eux par simple faiblesse.

Et si Macron ne se sent pas assez fort pour affronter victorieusement les chantres médiatiques de la bien-pensance (lesquels – soyons-en sûrs – ne manqueraient pas de s’insurger bruyamment contre cette mesure aussi légitime que salutaire), il lui serait toujours loisible de recourir à l’arme imparable du référendum.

Au lieu de nous préparer, pour des raisons bassement politiciennes, un référendum visant à d’introduire dans la constitution le délit « d’écocide », qu’il pose plutôt cette question au peuple français : « Êtes-vous partisan d’expulser de notre sol tous ceux qui refusent de s’assimiler à notre société et à notre civilisation ? »

La réponse à un tel référendum ne fait aucun doute. Tous les sondages l’indiquent amplement. C’est d’ailleurs pourquoi notre Président irresponsable se gardera bien de jamais poser cette question au peuple prétendument souverain !

André Pouchet